



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 7 janvier 2014

Agenda

Lundi 13 janvier

-15h: **Didier SICARD**, Professeur de médecine à Paris-Descartes, ancien président du Comité consultatif national d'éthique : « *La politisation éthique de la morale* ».

Lundi 20 janvier

-15h: **Renaud DENOIX de SAINT MARC**, membre de l'Académie : « *La moralisation de la politique* ».
-Réunion de la section Législation, droit public et jurisprudence.

22, 23, 24 janvier

Colloque « Guerre et Religion », sous la direction de **Jean BAECHLER** (Fondation Simone et Cino del Duca).

Lundi 27 janvier

-15h: **Jean-Claude CASANOVA**, membre de l'Académie : « *Auguste Comte et John Stuart Mill : dialogue sur l'unité ou la pluralité des sciences sociales* ».
-Comité secret.

Mardi 28 janvier

Entretien de l'Académie sur « la liberté religieuse », à l'occasion de la visite de Sa Sainteté le patriarche œcuménique Bartholomée I^{er} et du 1700^e anniversaire de l'Édit de Milan (10h, Grande salle)

Lundi 3 février

-12h30: Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h: élection d'un membre titulaire dans la section Législation, droit public et jurisprudence.

-**Bertrand SAINT-SERNIN**, membre de l'Académie : « *Les sciences morales et politiques selon Cournot* ».
-Comité secret.

Lundi 10 février

-15h: **Karlheinz STIERLE**, correspondant de l'Académie (section Philosophie) : « *Les Geisteswissenschaften allemandes : sciences de l'esprit.* »

Lundi 17 février & lundi 24 février : pas de séance.

Séance du lundi 6 janvier

Après approbation du procès verbal de la séance du lundi 16 décembre 2013, **Bernard Bourgeois**, succédant à **Bertrand Collomb** à la présidence de l'Académie, a appelé sa consœur **Chantal Delsol** à occuper le fauteuil de vice-président.

Il a ensuite été procédé aux dépôts d'ouvrages.

François Terré a fait hommage à l'Académie de la 4^e édition, entièrement refondue, du *Précis de droit civil : les successions, les libéralités* (Paris, Dalloz, 2013, 1174 pages) qu'il a rédigé avec Yves Lequette et Sophie Gaudemet.

Le président Bernard Bourgeois a passé la parole à **Gabriel de Broglie**, de l'Académie française, Chancelier de l'Institut de France, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, qui a fait une communication sur « L'institution académique des sciences morales et politiques ».

Avant de présenter une fresque historique très complète de la genèse et de l'évolution de l'Académie, le Chancelier de l'Institut a cité « quelques-unes des constantes de [cette] institution académique : tout d'abord, les sciences morales et politiques [ont été] sans cesse obligées de démontrer et de justifier leur légitimité et leur valeur contre d'autres domaines de la pensée jugés plus sûrs ou plus utiles ; d'autre part elles reposent sur un postulat délibérément optimiste, se fondant sur quelques croyances, l'enrichissement de l'esprit humain, la découverte de la vérité morale, la reconnaissance du caractère universel et permanent de quelques valeurs qui touchent à la personne humaine, l'affirmation que, quels que soient ses succès depuis trois siècles, la rigueur scientifique ne s'impose pas à l'ensemble de l'univers de la pensée, que la science ne peut se voir réserver seule la mission de sauver la civilisation, tout progrès dans ce domaine supposant une solidarité et un dialogue entre l'intellectuel et le scientifique ».

Le Chancelier Gabriel de Broglie a par ailleurs fait une place méritée au ministre de l'Instruction publique de Louis-Philippe que fut **Guizot**, « artisan déterminé du rétablissement des sciences morales et politiques [qui] inclut dans son programme la fondation d'une académie nouvelle "pour orienter la vie intellectuelle et culturelle, non par un agent de gouvernement mais par une société savante qui donnera une saine direction à l'intelligence élevée et éclairée." »

En conclusion, l'orateur a jugé que « les sciences morales et politiques se tiennent à l'interface entre les sciences de l'homme et les progrès scientifiques. Les sciences de l'homme ont sans doute abandonné leurs prétentions et leur position de supériorité antérieures et laissé dans bien des cas le progrès scientifique dominer les relations sociales et même la vie intellectuelle. [...] Mais la position centrale des sciences morales et politiques demeure. Elle leur permet de poser les questions d'éthique et contribuer à définir, avec les scientifiques, les limites de la science. Quelle que soit son immensité, cette tâche revient, par tradition historique et par vocation à l'**Académie des sciences morales et politiques.** »

À l'issue de sa communication **Gabriel de Broglie** a répondu aux questions que lui ont posées **Jean Tulard**, **Xavier Darcos**, **Chantal Delsol**, **Marc Fumaroli**, de l'Académie française, **Georges-Henri Soutou**, **Jean Baechler** et **Bernard Bourgeois**.

À lire et à écouter

- **Jean-Claude Trichet** : « Economy growing on global level », interview sur CNBC en date du lundi 23 décembre. Déclarations reprises entre autres sur le site grec <capital.gr> : « Trichet : 2014 will be a year of economic growth » ; sur le site italien <forexinfo.it> : « Il 2014 sarà un anno di crescita globale: parola di Jean Claude Trichet » ; sur le site chinois <finance.eastmoney.com> : « 特里谢：为什么 2014 年是经济增长之年 » (Trichet : Pourquoi 2014 sera une année de croissance économique). Extrait du compte rendu de l'interview sur le site de CNBC : « The former head of the European Central Bank told CNBC that global growth is set to pick up in 2014, thanks to central bank policies and austerity measures in the euro zone this year -- as long as structural reforms continued. "We are clearly now growing at a global level with some good surprises in some advanced economies," Jean-Claude Trichet told CNBC. "Perhaps [there has been] a slowdown in some emerging economies but we have to look at each economy on the basis of its own fundamentals and I think that, all [things] taken into account, it should be a year of growth."-"I think Europe has done [a lot of hard work] in its adjustment," Trichet, who was president of the ECB from 2003 to 2011 before Mario Draghi took the bank's helm, said. To restore investor confidence in the euro zone and its shaky "periphery" countries, the region's governments embarked on a harsh round of fiscal consolidation and austerity measures to bring deficits under control. However, as austerity measures were introduced in countries such as Greece, Ireland, Portugal, Spain and Italy, they put a brake on economies which sent the euro zone into recession and unemployment to record levels. "The five countries that were under stress from markets have recovered and they are now more or less balanced when it comes to current account, when they were highly in deficit in 2008 and 2009," Trichet told CNBC. "I think that now we will be in positive figures [in terms of growth], it's what all international institutions are projecting - something around 1 percent. It's not brilliant obviously and a lot of structural reforms remain the essence in Europe in order for the growth potential to be much more flattering, but we are now in black figures, it's clear." »

- **Thierry de Montbrial** : « Ce n'est pas la politique de voisinage qui sauvera l'U.E. », interview du 10 décembre sur le site <euractiv.fr>. Extrait : « La première chose qui fait défaut à l'Union européenne est la perte du feu sacré par les classes politiques des États membres. L'Union est trop souvent prise comme bouc émissaire par des hommes politiques faibles. Cela entraîne un véritable problème d'adhésion populaire à l'idée européenne. En Europe de l'Est, par exemple, l'adhésion de la population ne cesse de fléchir depuis l'entrée de ces pays au sein de l'UE. Le second grand défi auquel doit faire face l'UE c'est le problème de la gouvernance. Nous nous sommes montrés incapables de mettre en place une structure de gouvernance efficace au sein d'une Europe élargie. Il est indispensable d'élaborer un meilleur système qui puisse permettre aux citoyens de comprendre les processus de décision et de conserver une légitimité. La troisième priorité est de sauver durablement la zone euro avec le renforcement de l'Union économique et monétaire et la mise en place de l'union bancaire. »

- **Chantal Delsol** : « De la tolérance à la reconnaissance », dans *Liberté d'expression, liberté de religion*, actes du colloque 2012 des juristes catholiques. Revue sur le site <contrepoints.org>. Extrait : « Suit le texte de l'excellente philosophe Chantal Delsol, où elle montre l'évolution historique qu'a connue l'idée de tolérance, passant de l'idée de respect des opinions et croyances des autres, même si on ne les partage pas, fondée donc sur la dignité de tous les hommes, à une forme de relativisme contemporain où est niée l'idée même de vérité, où tout se vaudrait en quelque sorte et où la tolérance s'apparenterait donc davantage, selon certains, à de la compassion et finalement à du mépris. Loin de se limiter à l'idée de Locke selon laquelle "nous devons respecter les croyances des autres parce que nous ne savons pas s'ils n'ont pas, finalement, raison (...) [car pour cela] il faudrait posséder le savoir de Dieu lui-même", l'évolution de l'idée de tolérance a fini par aboutir aujourd'hui chez certains au refus de l'idée que l'on puisse tenir une affirmation pour vraie. Chantal Delsol prend l'exemple des homosexuels et transsexuels qui, prenant la tolérance pour du mépris (ce qu'elle n'est aucunement dans son sens originel), exigent la reconnaissance de leur manière de vivre comme aussi normale, naturelle et légitime que d'autres, ne souffrant aucune contradiction et ne "tolérant" donc aucune idée contraire, menaçant de procès qui n'adhérerait pas totalement à cette idée. Un exemple qui permet de montrer comment la tolérance a perdu son sens, aboutissant tout à l'inverse à un "terrorisme intellectuel", où "le relativisme suscite des intolérances inquisitoriales" et où "le refus de tolérance engendre une société manichéenne" menant à une "société [qui] balance entre l'exclusion violente et la permissivité presque générale" ».

- **Rémi Brague** : « Dieu et la liberté : les racines bibliques de l'idée occidentale de liberté », conférence donnée à Rome dans le cadre du colloque « Christianisme et liberté », 13 et 14 décembre, à écouter sur le site <aleteia.org>. Extrait du compte rendu sur ce site : « Selon le professeur Brague, les institutions libres ne s'étaient pratiquement jamais développées dans les régions qui n'étaient pas influencées par les idées chrétiennes et judaïques. En dehors des traditions judéo-chrétiennes, il est très rare que des penseurs aient postulé que Dieu nous ait dotés d'une nature intrinsèquement différente des autres êtres, une nature dont la liberté est une part fondamentale. Rémi Brague fait sienne cette fameuse sentence de Lord Acton : "La liberté n'est pas un moyen pour une fin politique plus haute. Elle est la fin politique la plus haute". Cette déclaration est l'écho des voix que l'on entend dans les livres sacrés de la tradition occidentale, de la Torah aux Lettres de saint Paul. »